



Rexecode

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME / TPE

Baromètre trimestriel

Novembre 2021

Focus

Les difficultés de recrutement des PME / TPE

Principaux résultats

Trésorerie

La situation actuelle de trésorerie des PME / TPE reste jugée aussi favorable qu'au trimestre précédent. Toutefois, dans un contexte de hausse des prix des matières premières et de l'énergie, et alors que les dispositifs publics de soutien s'arrêtent progressivement, le solde d'opinion sur l'évolution de la trésorerie au cours des trois prochains mois se dégrade quelque peu.

Investissement

Les intentions d'investissement des PME / TPE se maintiennent à un niveau élevé. 59 % des dirigeants comptent investir cette année (+1 point sur le trimestre). Les dirigeants de PME / TPE restent bien plus nombreux à envisager une augmentation de leurs dépenses d'investissement (31 %) qu'un recul (23 %). Le renouvellement et la modernisation des équipements demeurent la destination principale de l'investissement. Viennent ensuite les motifs d'introduction de nouveaux produits ou services et l'extension de la capacité de production. Bien que stable sur le trimestre, **le motif environnemental est celui qui a le plus gagné en importance par rapport à la période d'avant crise** (+10 points).

Accès au crédit

Les conditions d'accès au crédit restent favorables, que ce soit à court ou moyen terme. La part de dirigeants de PME / TPE qui déclarent rencontrer des difficultés de financement de leur exploitation courante est stable depuis plusieurs mois au niveau bas de 13 %. La proportion des dirigeants signalant des difficultés de financement de leurs investissements baisse à 17 % (-3 points) et se rapproche de son niveau d'avant crise. 25 % des dirigeants indiquent ne pas avoir eu recours au crédit bancaire pour financer leurs dépenses d'investissement, une proportion en hausse sur le trimestre et sur un an.

Freins à la croissance

Les difficultés de recrutement restent la première préoccupation des dirigeants, citées par 58% d'entre eux, une proportion plus élevée qu'avant-crise (53 % au T4 2019) et proche du pic atteint au T3 2019 (59 %). Les coûts et les prix trop élevés sont le frein qui marque la plus nette progression (cités par 28 % des dirigeants de PME / TPE, +7 points par rapport au trimestre précédent). Ce résultat est cohérent avec **des tensions sur les approvisionnements qui s'exacerbent**. 69 % des répondants se disent affectés par ce type de difficultés et 58 % déclarent qu'elles limitent déjà l'activité de leur entreprise (dont 15 % fortement). Elles se seraient en outre intensifiées depuis trois mois selon 73 % d'entre eux.

Focus Recrutement

73 % des PME / TPE répondantes ont souhaité recruter au cours des 12 derniers mois. Parmi elles, **79 % ont été confrontées à des difficultés dans leur démarche**. C'est une proportion légèrement supérieure à celle relevée avant crise (76 % en mai 2019). Ces difficultés concernent principalement des postes peu qualifiés, qui restent par conséquent souvent vacants (plus de 6 mois dans 36 % des cas). Les raisons principales de ces difficultés sont l'absence de candidat (citée par 70 % des dirigeants de TPE/PME confrontées à des difficultés de recrutement), l'inadéquation des candidats avec le poste (manque de qualification, d'expérience ou faible adaptabilité perçue à l'entreprise notamment) et le salaire demandé (21 %). Les entreprises répondraient à ces difficultés en modifiant leur organisation (55 % d'entre elles) ou encore en augmentant les salaires proposés (26 %). Néanmoins, 34 % d'entre elles seraient amenées à restreindre leur activité. Elles ne sont que peu à choisir d'investir dans l'automatisation des tâches en réponse à ces difficultés (8 %).

Focus PGE

Parmi les PME / TPE ayant répondu à l'enquête et ayant souscrit un Prêt Garanti par l'État, **45 % l'ont utilisé en grande partie voire en totalité. Seuls 10 % comptent rembourser intégralement leur prêt cette année**, 26 % tablent sur un remboursement partiel en 2021, et 55 % envisageant de l'amortir en totalité sur plusieurs années. En revanche, **8 % des entreprises craignent de ne pas être en mesure de le rembourser** (+3 points).

SOMMAIRE

01. Résultats de l'enquête

02. Focus – Les difficultés de recrutement

03. Focus – Point sur le Prêt Garanti par l'État

04. Méthodologie

05. Bpifrance Le Lab, Rexecode

01.

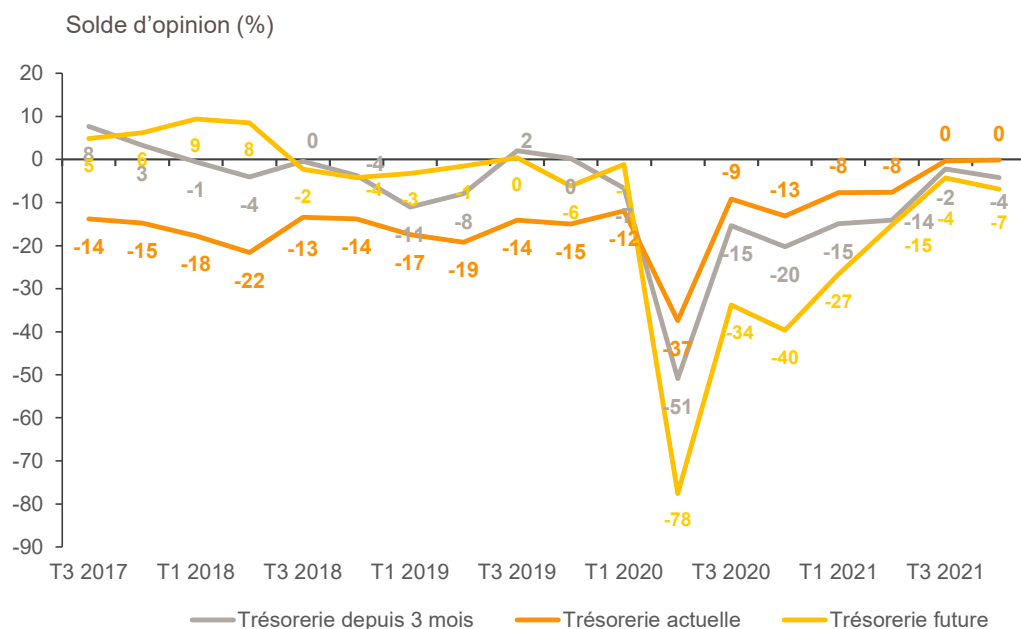
Résultats de l'enquête



Trésorerie



- Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ? en amélioration / stable / en dégradation
- Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ? aisée / normale / difficile
- Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ? en amélioration / stable / en dégradation



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

L'appréciation de la situation actuelle de trésorerie des PME / TPE par leurs dirigeants se maintient à son niveau record atteint lors de la précédente enquête réalisée en août. Il y a autant de dirigeants qui jugent la situation de leur trésorerie difficile que de dirigeants qui la jugent aisée (20 % des répondants).

En revanche, l'évolution de la trésorerie au cours des trois derniers mois est jugée un peu moins favorablement (solde d'opinion à -4 après -2 en août dernier).

L'indicateur relatif à la trésorerie des trois prochains mois se dégrade également et se situe sous sa moyenne d'avant crise (-7 après -4, contre +1 en moyenne sur la période T1 2017 – T4 2019).

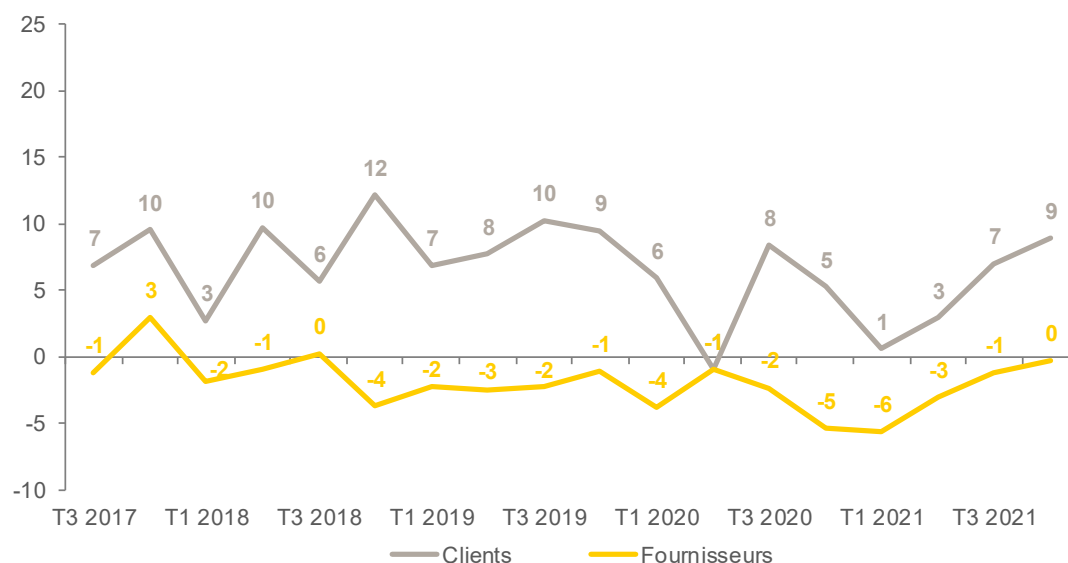
🔗 Les dispositifs de soutien publics ont permis d'amortir le choc de la crise sur la trésorerie des PME. Dans un contexte de retrait progressif de ces aides, et alors que les tensions sur les approvisionnements s'exacerbent, **les dirigeants de PME / TPE apparaissent un peu plus préoccupés par l'évolution de la trésorerie de leur entreprise.**

Délais de paiement



- Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?
- Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?
en augmentation / stables / en recul

Solde d'opinion (%)



Les soldes d'opinion relatifs aux délais de paiement des clients comme des fournisseurs augmentent quelque peu ce trimestre (de respectivement 2 et 1 points).

La part des chefs d'entreprise rapportant un allongement des délais de paiement des clients augmente légèrement.

🔍 Le solde d'opinion sur les délais de paiement aux fournisseurs progresse d'un point. Cela conduit à une quasi-stabilité du « solde commercial »* subi par les PME / TPE, qui ne se dégrade que d'un point.

Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

01. Résultats de l'enquête

* Différence entre les délais de paiement des clients et les délais de paiement des fournisseurs

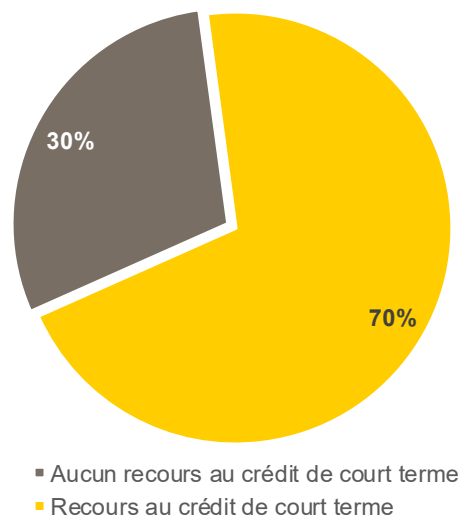
Financement de l'exploitation courante



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

La part des PME / TPE qui ont recours au crédit pour financer leur exploitation courante **progressé légèrement ce trimestre** (de 2 points) : 70 % d'entre elles ont fait appel à un organisme de crédit pour financer leur trésorerie. Cette part reste cependant inférieure à sa moyenne d'avant crise (73 % sur la période T1 2017 – T4 2019).

% des répondants



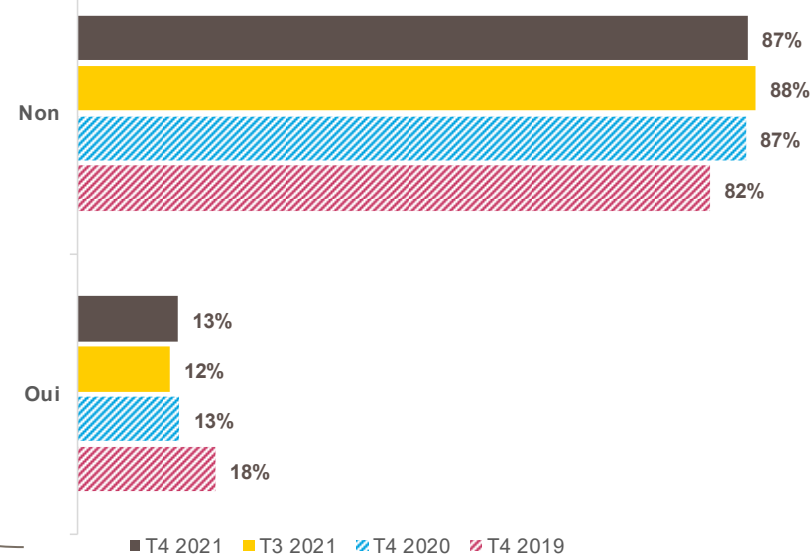
Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

01. Résultats de l'enquête

Parmi elles, **seules 13 % des entreprises déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au financement courant**. Cette proportion reste bien plus faible que la moyenne d'avant crise observée pour cet indicateur (20 %).

🔗 Selon une étude du CAE*, la situation des TPE / PME est globalement « bonne » mais peut cacher de fortes hétérogénéités intra et intersectorielles.

% des répondants



Base : Répondants ayant eu recours au crédit de court terme
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

*Voir « [La situation financière des PME/TPE en août 2021 au vu de leurs comptes bancaires](#) », CAE (septembre 2021)

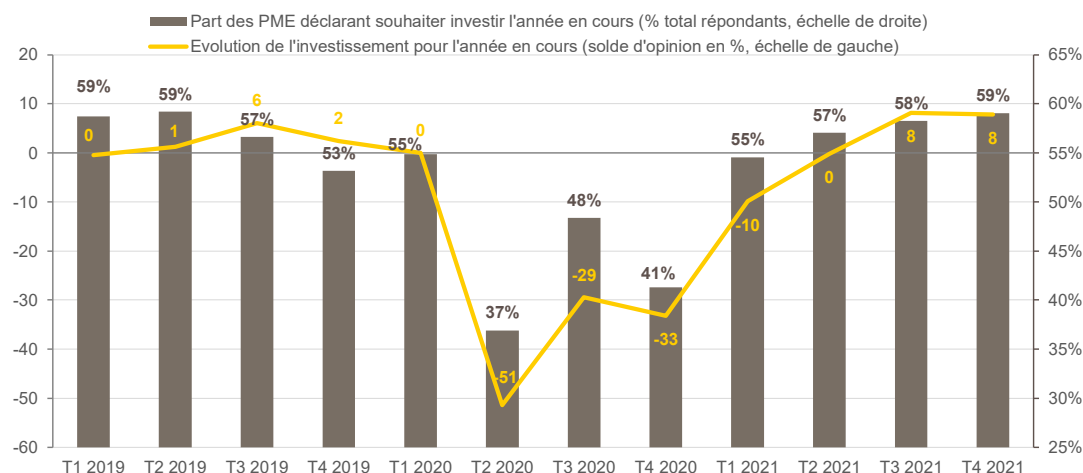
Investissement (1/2)



- Comptez-vous investir cette année ? Oui / Non
- Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront... ? En hausse / Stables / En baisse

Solde d'opinion (%)

% répondants



Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au 4^e trimestre 2021, **59 % des dirigeants de PME / TPE déclarent avoir investi ou souhaiter le faire en 2021**. Cette proportion, quasi stable par rapport au trimestre précédent (+1 point), est en forte hausse sur un an et proche de sa moyenne d'avant crise (56 %).

Le solde des opinions quant à l'évolution des dépenses d'investissement se maintient à un niveau élevé de +8. La part des dirigeants de PME / TPE qui prévoient d'augmenter leurs dépenses d'investissement est stable (à 31 %), comme celle de ceux qui comptent les réduire (23 %).

🔍 Selon la comptabilité nationale, l'investissement des entreprises non financières a stagné au 3^e trimestre, probablement en partie sous l'effet de contraintes d'offre très aigües dans le secteur des biens d'équipement.

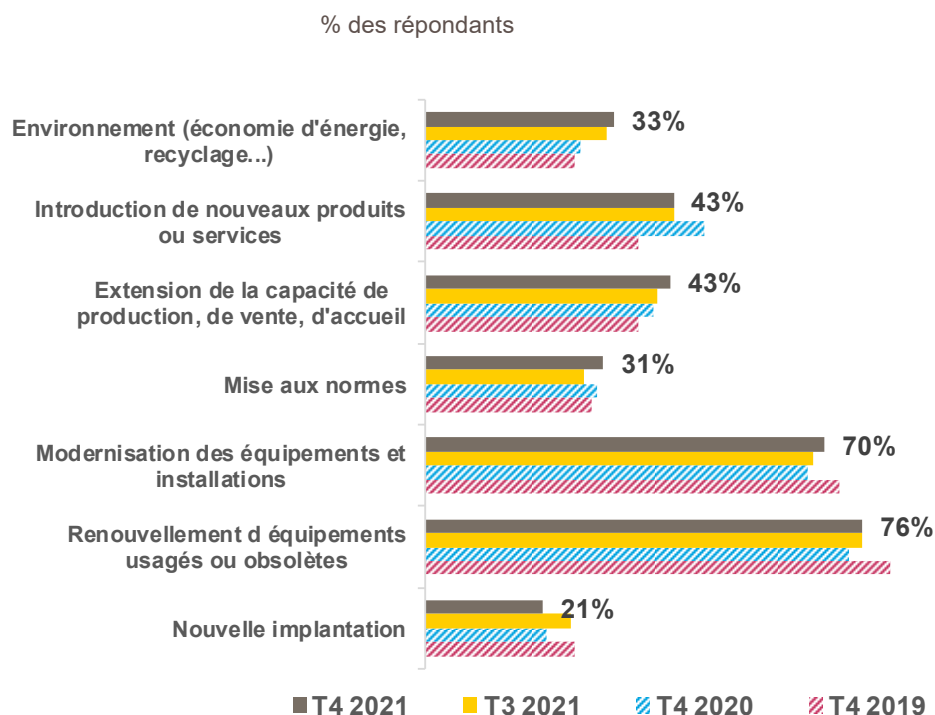
🔍 Fait exceptionnel au sortir d'une crise, le niveau de l'investissement des entreprises dépasse son point haut atteint fin 2019 alors que le PIB n'a fait que rejoindre le sien. Sur l'ensemble de l'année, l'investissement des entreprises progresserait de près de 13 %, après -9 % en 2020*.

01. Résultats de l'enquête

Investissement (2/2)



- Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destination(s) ?



Base : Répondants déclarant investir en 2021

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les dépenses d'investissement auraient toujours pour destination principale le renouvellement et/ou la modernisation des équipements et installations (respectivement cités par 76 % et 70 % des PME / TPE déclarant investir).

Les motifs les plus souvent cités ensuite sont l'introduction de nouveaux produits ou services et l'extension de la capacité de production (43 % chacun). Les motifs de modernisation des équipements et d'extension des capacités de production sont davantage cités qu'avant crise (resp. +3 et +5 points par rapport à la période T1 2017 – T4 2019).

Le motif environnemental concerne une part assez stable des répondants par rapport au trimestre précédent. 33 % des chefs d'entreprise le citent comme une motivation de l'investissement, une proportion nettement supérieure à sa moyenne d'avant crise (de +10 points).

L'objectif de nouvelle implantation, traditionnellement moins évoqué par les participants, a reculé assez nettement ce trimestre (-5 points).

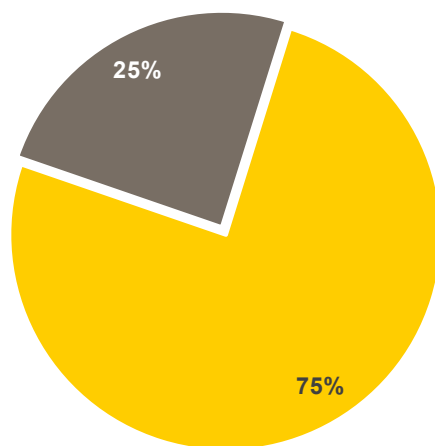
Financement des investissements



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

75 % des dirigeants de PME / TPE ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2021 ou l'ayant déjà fait auraient recours au crédit pour financer leurs investissements. Cette proportion est en nette baisse sur un trimestre (-5 points) et s'établit à un niveau inférieur à sa moyenne d'avant crise (82 %).

% des répondants



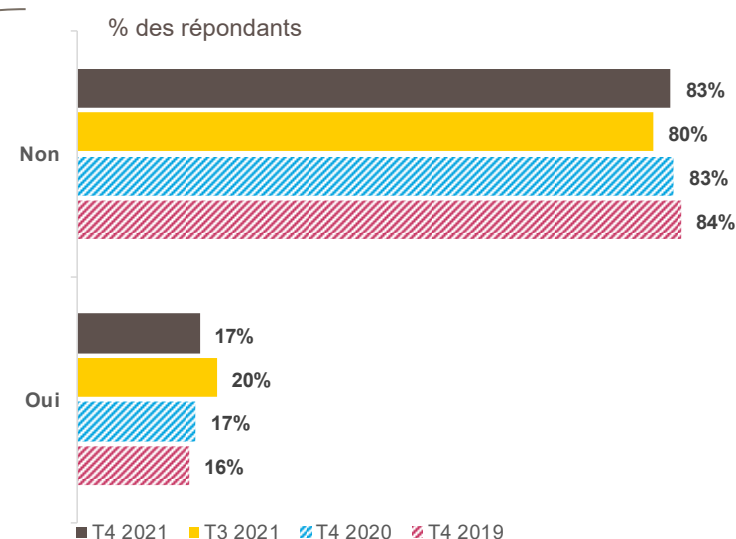
- Aucun recours au crédit d'investissement
- Recours au crédit d'investissement

Base : Répondants déclarant investir en 2021

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi elles, **17 % des entreprises signalent des difficultés pour financer leurs investissements par les banques et les établissements de crédit.** Cette proportion est en baisse par rapport à août dernier (-3 points), et proche de sa moyenne d'avant crise.

🔍 Les conditions d'accès au crédit d'investissement restent favorables pour les PME / TPE.



Base : Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer des investissements en 2021

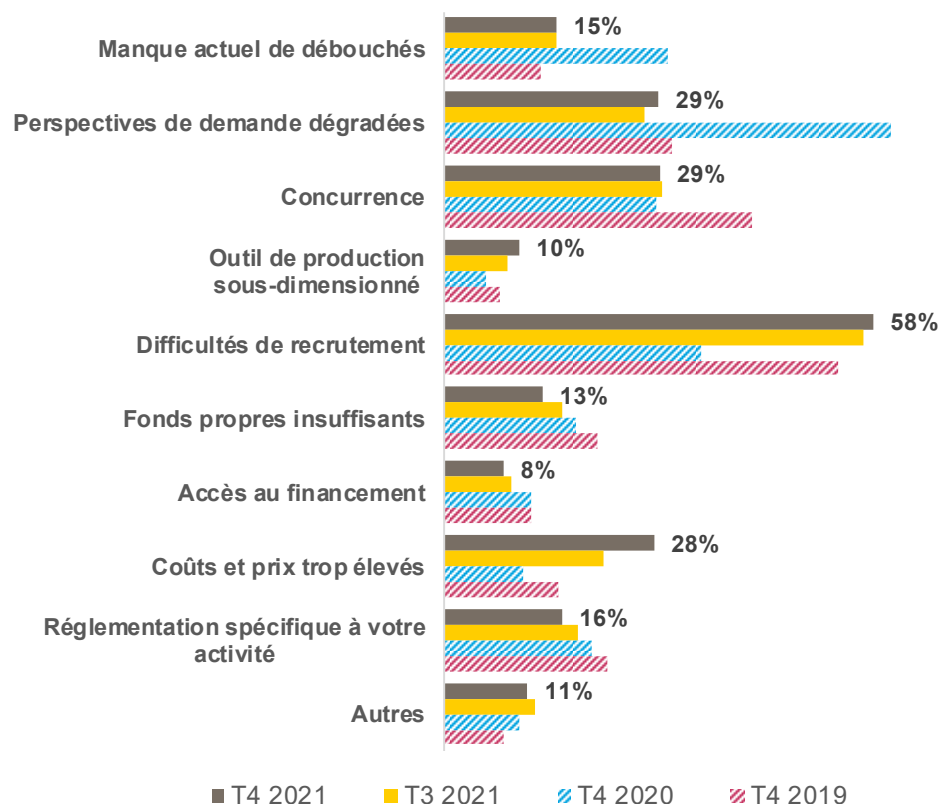
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Freins à la croissance (1/2)



- Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?

% des répondants



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les difficultés de recrutement sont toujours de manière assez nette la première préoccupation des dirigeants (cf. focus p. 12). Elles sont vues comme un frein à l'activité par 58 % des dirigeants de PME / TPE, une proportion un peu plus élevée qu'avant crise (elles étaient citées par 53 % des dirigeants au T4 2019 après un pic à 59 % au T3 2019).

Les coûts et les prix trop élevés sont le frein dont la progression est la plus marquée ce trimestre. Ils sont cités par 28 % des dirigeants de PME / TPE (+7 points). Ce résultat reflète très probablement les hausses récentes des prix des matières premières et des produits énergétiques, ainsi que le niveau durablement élevé de coûts de transports et de délais de livraison.

Les tensions sur la demande sont moins vives que celles sur l'offre, comme le montraient déjà les enquêtes trimestrielles de l'Insee dans l'industrie et les services. Les perspectives de demande dégradées et le manque actuel de débouchés sont évoqués en des proportions stables (par resp. 29 % et 13 % des dirigeants). Notons que l'insuffisance de fonds propres n'a jamais été aussi peu évoquée comme étant un frein à l'activité (13 %).

Freins à la croissance (2/2)

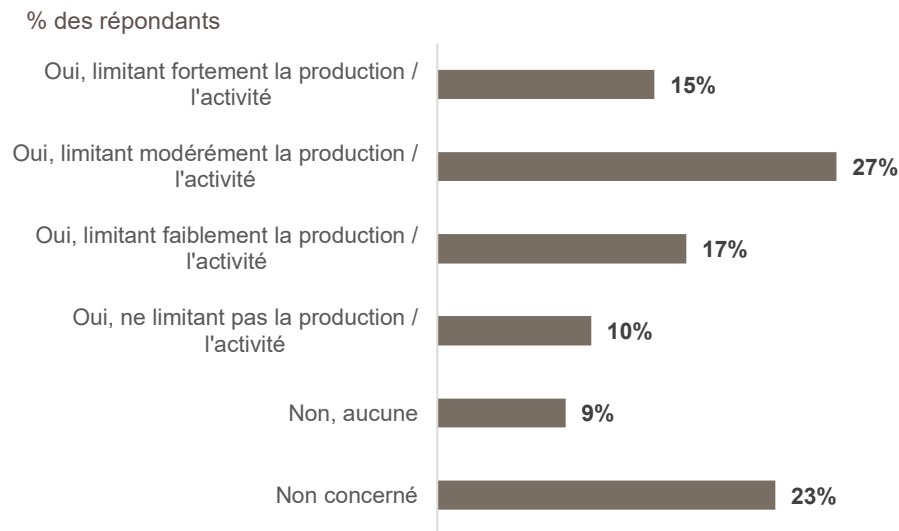


- Êtes-vous confrontés à des difficultés d'approvisionnement (hausse de prix des intrants, hausse du coût du transport, allongement des délais de livraison, pénuries, etc.) ?
- Depuis 3 mois, comment ont évolué ces difficultés d'approvisionnement ?

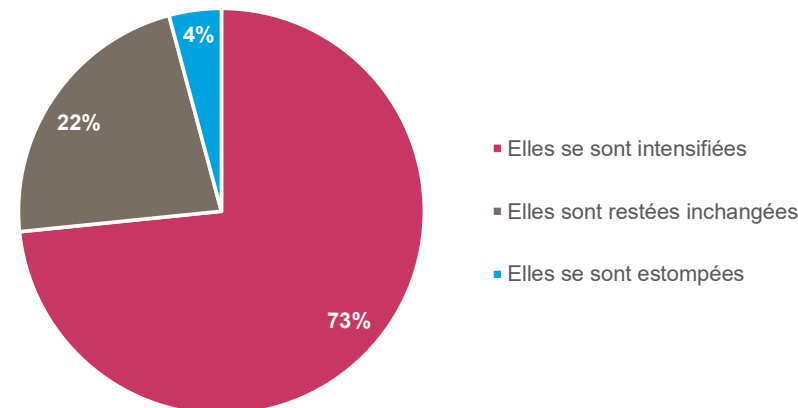
69 % des répondants font face à des difficultés d'approvisionnement. 9 % n'y sont pas confrontés et 23 % se disent non concernés par ces difficultés spécifiques.

Ces difficultés limitent l'activité de 58 % des PME / TPE, de manière sévère pour 15 % des entreprises.

Parmi les dirigeants confrontés à des difficultés d'approvisionnement, **73 % jugent qu'elles se sont intensifiées au cours des 3 derniers mois** et 22 % qu'elles sont restées inchangées. Seuls 4 % signalent un relâchement des difficultés d'approvisionnement.



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode



Base : Répondants ayant rencontré des difficultés d'approvisionnement
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

01. Résultats de l'enquête

02.

Focus – Les PME / TPE face aux difficultés de recrutement



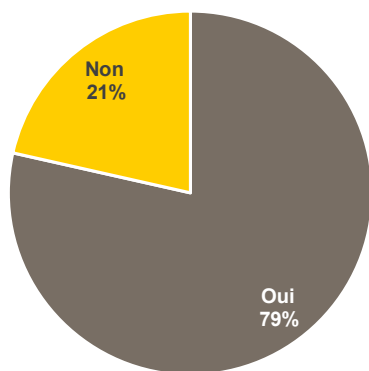
L'entreprise face aux difficultés de recrutement (1/5)



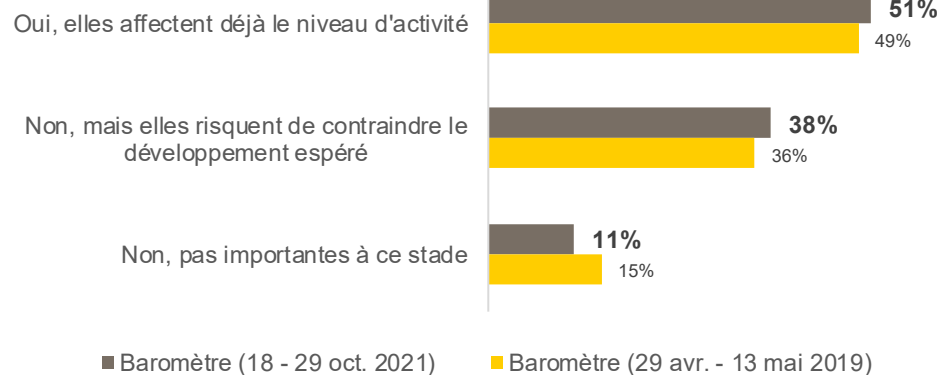
- Sur les 12 derniers mois, avez-vous rencontré des difficultés pour recruter du personnel ?
Oui / Non / Non concerné (pas de besoin de recrutement)
- Si oui, ces difficultés contraignent-elles l'activité de votre entreprise ?

Au 4^e trimestre 2021, 73 % des entreprises ayant répondu au questionnaire ont rencontré un besoin de recrutement au cours des 12 derniers mois. Parmi elles, **79 % ont été confrontées à des difficultés dans leur démarche**. Cette proportion était de 76 % avant crise*.

Ces difficultés affectent d'ores et déjà le développement de l'activité de 51 % d'entre elles et 38 % ont des craintes quant à leur impact à venir. Ces deux proportions sont proches de celles observées avant crise.



Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode
Base : PME ayant rencontré un besoin de recrutement



Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode
Base : PME ayant rencontré des difficultés de recrutement au cours des 12 derniers mois

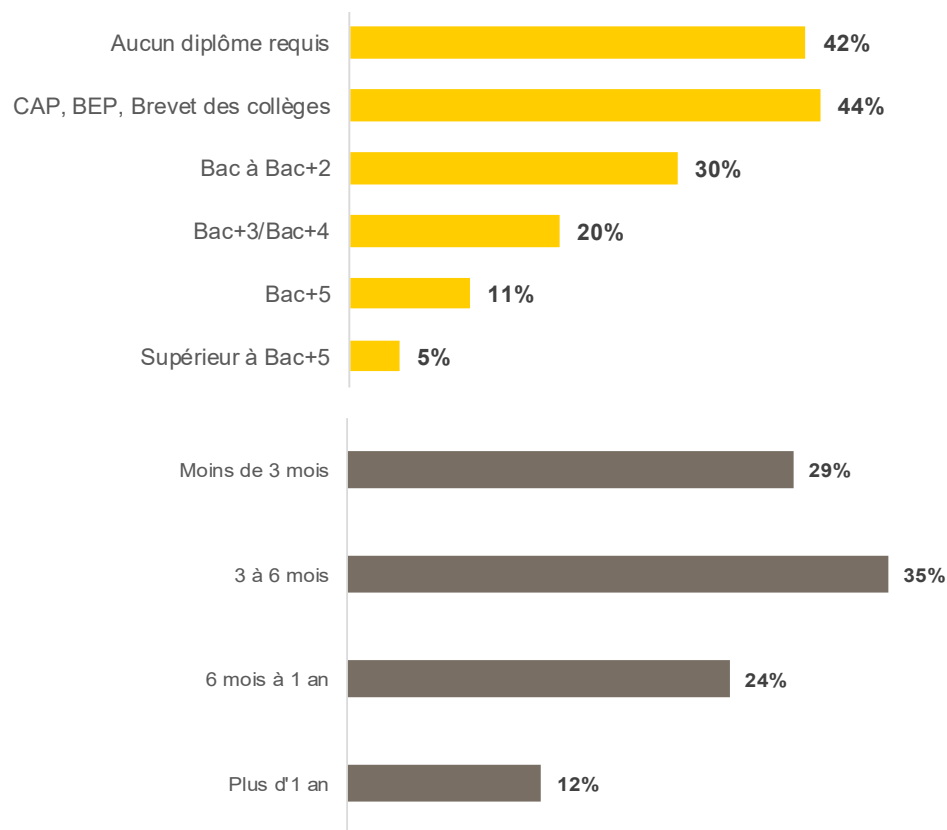
02. Focus

* En mai 2019 (dernier baromètre où la question avait été posée).

L'entreprise face aux difficultés de recrutement (2/5)



- Sur quel(s) niveau(x) de recrutement rencontrez-vous principalement des difficultés à recruter ?
- En moyenne, depuis combien de temps le(s) poste(s) que vous cherchez à pourvoir est-il (sont-ils) non pourvu(s) ?



Les difficultés de recrutement concernent majoritairement des postes requérant un faible niveau de formation initiale.

Dans le détail, les difficultés de recrutement concernent principalement les postes nécessitant un diplôme de niveau CAP, BEP ou brevet des collèges (pour 44 % des dirigeants ayant des difficultés à recruter) et les postes ne requérant aucun diplôme (pour 42 % d'entre eux). Les dirigeants ont moins de difficultés à recruter sur des postes de niveau Bac+5 et supérieur à Bac+5 (resp. 11 % et 5 % des dirigeants ayant des difficultés à recruter).

Ce résultat peut néanmoins être nuancé par le fait qu'il y a probablement plus de postes ouverts nécessitant un faible niveau de formation initiale.

Un peu plus d'1/3 des postes à pourvoir sont vacants depuis plus de 6 mois, dont 12 % depuis plus d'un an.

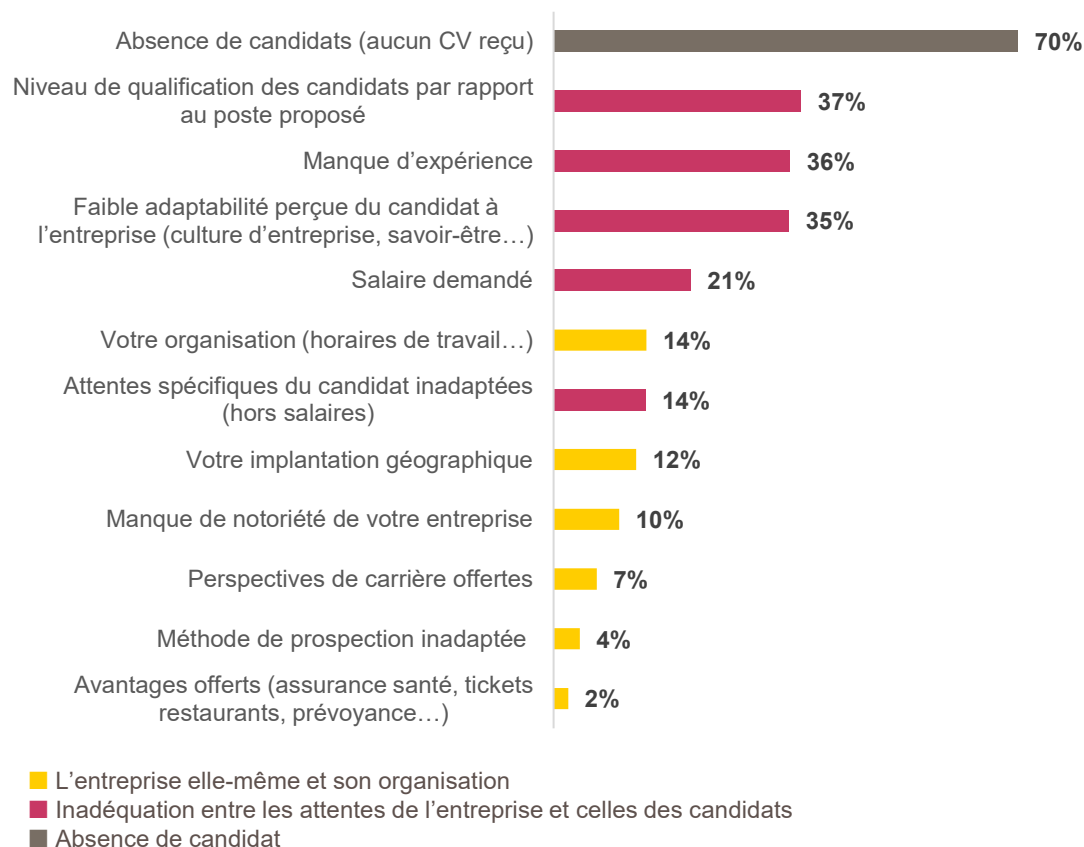
Base : PME ayant rencontré des difficultés de recrutement au cours des 12 derniers mois

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

L'entreprise face aux difficultés de recrutement (3/5)



- Quelles ont été la ou les barrières à l'embauche (4 réponses possibles maximum) ?



Base : PME ayant rencontré des difficultés de recrutement au cours des 12 derniers mois

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

La principale barrière à l'embauche selon les dirigeants déclarant des difficultés de recrutement est l'absence de candidat, à hauteur de 70 % d'entre eux.

Viennent ensuite, pour 35 à 37 % des dirigeants, le niveau de qualification des candidats, leur manque d'expérience et la faible adaptabilité perçue du candidat à l'entreprise (que ce soit en termes de culture d'entreprise ou de savoir-être).

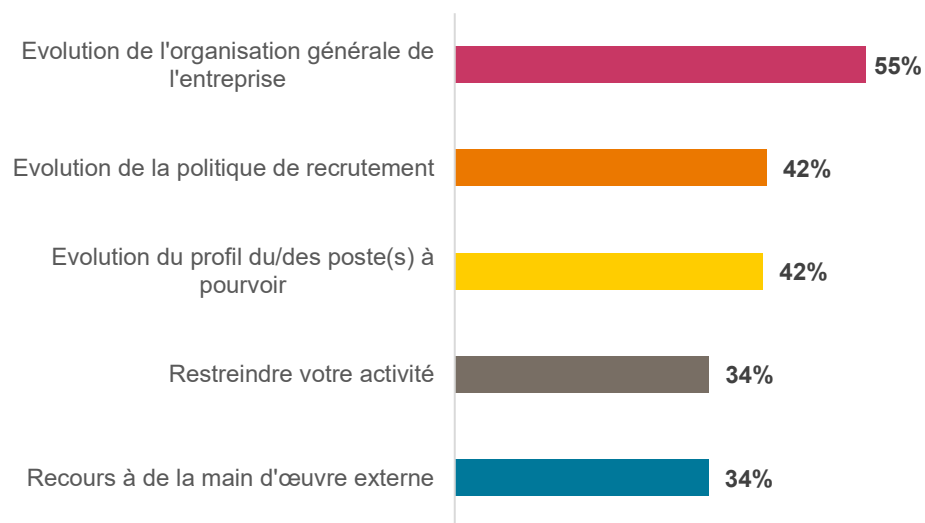
Le salaire demandé n'est que la cinquième raison évoquée, cité par 21 % des dirigeants. Les attentes spécifiques du candidat jugées inadaptées (hors salaires) sont citées par 14 % des dirigeants.

Les dirigeants sont peu nombreux à estimer que les difficultés de recrutement sont liées à des caractéristiques propres à leur entreprise. Parmi cette catégorie, l'organisation du travail ressort en tête (14 %), suivie de l'implantation géographique de l'entreprise (12%) et de son manque de notoriété (10 %).

L'entreprise face aux difficultés de recrutement (4/5)



- Ces difficultés vous ont-elles amené à ... ? :



Pour tenter de remédier à ces difficultés, et outre les contraintes qu'elles exercent déjà sur le niveau de l'activité, **les chefs d'entreprise ont majoritairement fait évoluer l'organisation générale de leur entreprise (55 %).**

42 % d'entre eux déclarent avoir fait évoluer leur politique de recrutement, une proportion identique à la part déclarant avoir modifié les profils du poste à pourvoir.

34 % des chefs d'entreprise ont eu recours à de la main d'œuvre externe pour contrer ces difficultés.

Malgré tout, 34 % des dirigeants déclarent avoir restreint leur activité en raison de ces difficultés.

Note de lecture : 55% des PME ont mis en place une et/ou plusieurs actions pour faire évoluer l'organisation générale de leur entreprise face à leurs difficultés de recrutement.

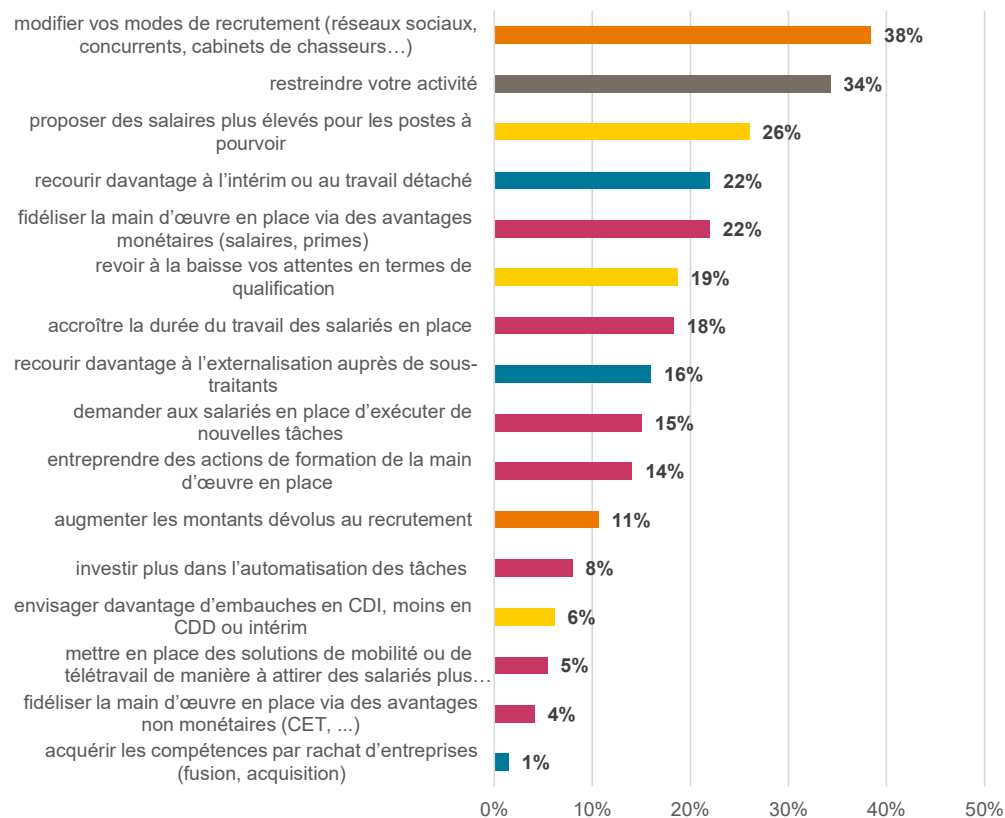
Base : PME ayant rencontré des difficultés de recrutement au cours des 12 derniers mois

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

L'entreprise face aux difficultés de recrutement (5/5)



- Ces difficultés vous ont-elles amené à (5 réponses possibles maximum)... ? :



- Évolution de l'organisation générale de l'entreprise
- Évolution de la politique de recrutement
- Évolution du profil/du poste à pourvoir
- Restreindre votre activité
- Recours à la main d'œuvre externe

Base : PME ayant rencontré des difficultés de recrutement au cours des 12 derniers mois

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

02. Focus

Plus précisément, pour faire face à l'absence de candidats « adaptés », les PME ont principalement :

- **modifié leur mode de recrutement** (à hauteur de 38 %) ;
- **restreint leur activité** (34 %) ;
- **ajusté leurs critères de recrutement** en proposant des salaires plus élevés (26 %) et en abaissant leurs exigences en termes de qualification (19 %) ;
- **fait appel à des prestataires extérieurs**, en recourant à l'intérim ou au travail détaché (22 %), ou en externalisant auprès de sous-traitants (16 %) ;
- **modifié leur organisation interne** en augmentant la durée de travail des salariés en place (18 %), développant leur polyvalence (15 %) et les formant (14 %), ou encore en leur proposant une meilleure rémunération (22 %) ;

En revanche, les difficultés de recrutement n'incitent que peu les chefs d'entreprise à investir dans l'automatisation des tâches (8 %), ou à mettre en place des solutions de mobilité de la main d'œuvre ou de télétravail (5 %).

03.

Focus – Point sur le Prêt Garanti par l'État



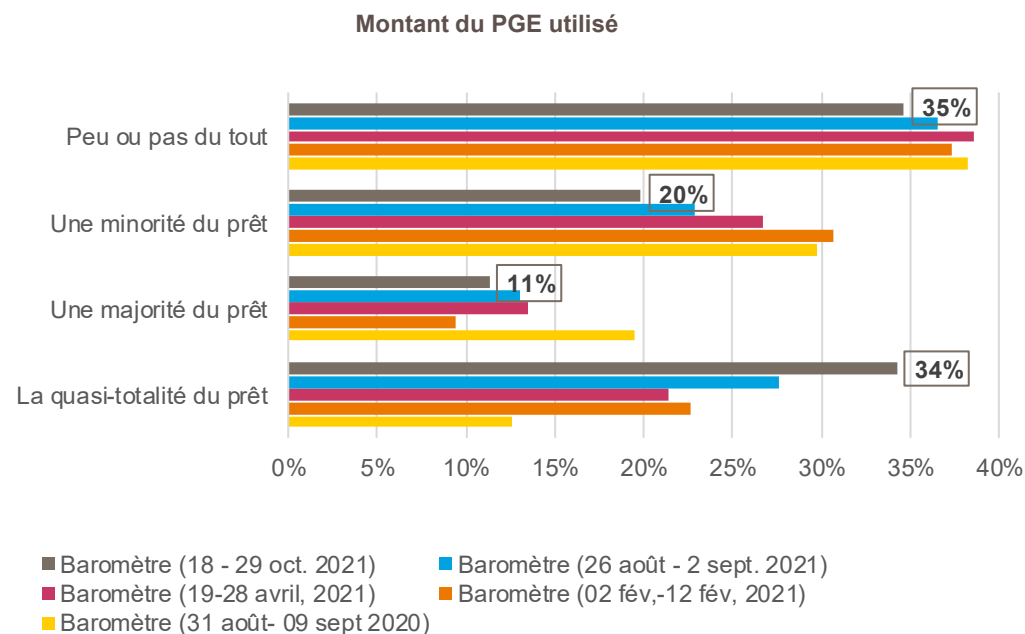
Point sur le Prêt Garanti par l'État (1/2)



- Depuis le début de la crise de la pandémie, avez-vous sollicité ou comptez-vous solliciter le dispositif du Prêt Garanti par l'État (PGE) pour surmonter la crise ?
- Si vous avez obtenu un PGE, quel montant avez-vous déjà utilisé ?

Parmi les PME / TPE ayant obtenu un Prêt Garanti par l'État (63 % des entreprises ayant répondu à l'enquête), **un peu moins de la moitié (45 %) en a utilisé la majorité ou la quasi-totalité du montant.** À noter que la part de celles déclarant avoir utilisé la quasi-totalité du prêt a sensiblement augmenté depuis fin août (34 % contre 28 %).

20 % d'entre elles déclarent n'en avoir utilisé qu'une minorité et **35 % indiquent n'avoir que « peu ou pas du tout » utilisé le montant de leur PGE.** Cette proportion est en légère baisse sur un trimestre (-2 points).



Base : PME ayant bénéficié d'un PGE ; **Source :** Bpifrance Le Lab / Rexecode

Point sur le Prêt Garanti par l'État (2/2)



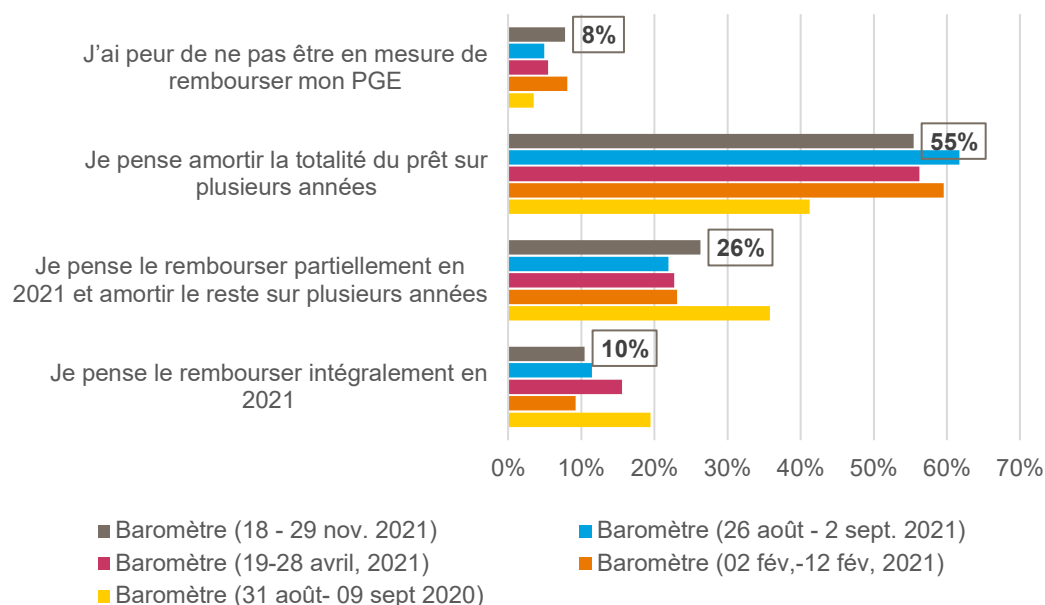
- Si vous avez obtenu un PGE, à quel moment envisagez-vous de le rembourser ?

Seuls 10 % des dirigeants interrogés et ayant souscrit un PGE comptent rembourser intégralement leur prêt cette année, une proportion quasi stable par rapport à août dernier (11 %).

La part des dirigeants tablant sur un remboursement partiel en 2021 augmente en revanche légèrement (+4 points, à 26 %), alors que la part de ceux envisageant de l'amortir en totalité sur plusieurs années se réduit (-7 points, à 55 %).

La proportion de dirigeants craignant de ne pas être en mesure de rembourser leur PGE se redresse et atteint 8 % (en hausse de 3 points par rapport au trimestre précédent).

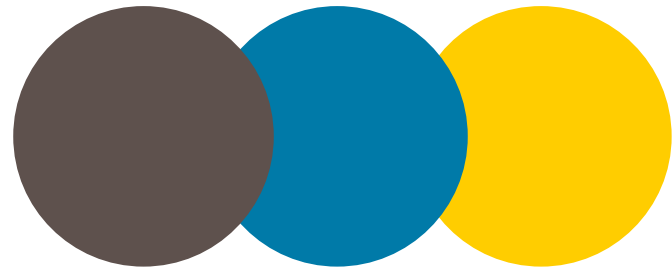
Remboursement envisagé du PGE



Base : PME ayant bénéficié d'un PGE ; Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

04.

Méthodologie



Interrogation par voie numérique de 2 083 dirigeants de PME/TPE du 18 au 29 octobre 2021. L'analyse en première partie porte sur les 640 premières réponses jugées complètes et fiables reçues. L'analyse en seconde partie porte sur 635 PME/TPE, dont les réponses ont été redressées par taille d'effectif et secteur d'activité.

Champ : PME/TPE des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire récurrent (hors interrogation sur les difficultés de recrutement et le PGE) comporte **10 questions autour de trois axes.**

Trésorerie, délais de paiement,
financement court terme

Investissement, financement
de l'investissement

Freins
à la croissance

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

Indicateur en évolution = $[(x \% \text{ « en hausse »}) - (y \% \text{ « en baisse »})] \times 100$

Indicateur en niveau = $[(x \% \text{ « bon / aisé »}) - (y \% \text{ « mauvais / difficile »})] \times 100$

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

05.

**Au sujet de...
Bpifrance Le Lab et
Rexecode**





Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

Bpifrance Le Lab

Rexecode

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 70 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif.

Rexecode